

ACTUALITE

Le baromètre des dirigeants finance-gestion

DFCG - Option Finance - Asterès - FWA (Mars 2010)

Comme un air de printemps

Par **Nicolas Bouzou**, membre du Comité scientifique de la DFCG

Un baromètre DFCG-Option Finance-Asterès-FWA aux couleurs du printemps ? Notre sondage du mois de mars fait en effet apparaître une amélioration, certes modeste, du climat économique. Bien sûr, un point ne fait pas une tendance mais, en matière économique, depuis deux ans, on a appris à se contenter de ce qu'on avait.

Déjà, les niveaux d'activité et de marge tendent à se stabiliser. Plus de 56 % de nos sondés enregistrent pour l'instant des résultats en ligne avec leur prévisionnel, à plus ou moins 5 %. Ils ne sont plus que 31 % à se situer nettement en deçà des prévisions (près de 11 points de moins qu'en octobre 2009). C'est encourageant. Idem du côté des anticipations d'investissement. Elles cadrent avec ce qui était prévu dans les budgets de la fin 2009 pour plus de 70 % des entreprises sondées.

Plus encore : les entreprises interrogées pensent enfin développer. Certes, la maîtrise des charges reste la priorité pour plus d'un tiers d'entre elles. Mais qui peut s'en étonner ? C'est en outre 5 points de moins qu'en février. Surtout, plus de 40 % des sondés placent le développement comme une priorité. Logiquement, la volonté d'investir s'affermi également. Elle devient un enjeu prioritaire pour 7,5 % de l'échantillon. Même des velléités de recrutement se font jour. 4 % des entreprises interrogées y pensent sérieusement. C'est faible, mais c'est plus qu'avant ! D'ailleurs, 12 % de notre échantillon note une augmentation des effectifs des équipes finance en mars. C'est 2,8 points de plus qu'au mois précédent.

La problématique du financement perdrait-elle du terrain, traduisant le caractère plus accommodant des banques ? Là encore, la prudence est de mise. Néanmoins, la question se pose désormais, ce qui constitue déjà une bonne nouvelle. En effet, la problématique du financement perd un peu de terrain. Malheureusement, les délais de paiement s'allongent. 38 % de notre échantillon est réglé à plus de 45 jours (mais moins de 60). 27 % à plus de 60 jours. Surtout, ces proportions sont en hausse. Preuve s'il en était besoin du manque de prise de la loi LME sur les comportements effectifs. Deux questions d'actualité ce mois-ci.

Pour plus de 42 % des entreprises, le délai de clôture mensuel se situe entre 5 et 15 jours ouvrés.

Dans près de 20 % des entreprises interrogées, les salaires ont été quasi stables en 2009. Pour plus de la moitié, la hausse a été comprise entre 0,5 % et 2 %. Pour rappel, l'inflation a été nulle l'année dernière. Le pouvoir d'achat aura donc bien augmenté un peu. ■

